LE PRÉCURSEUR,

JOURNAL CONSTITUTIONNEL DE LYON ET DU MIDI.

LYON, 21 OCTOBRE 1830.

A. M. le Rédacteur du Précurseur.

Lyon, le 21 octobre 1830

Monsieur,

Je viens continuer mon récit commencé hier : Après plusieurs essais communiqués au directeur, afin de répondre par notre rédaction aux vœux des blessés, nous lui remîmes l'adresse suivante en le priant de la leur soumettre.
Adresse à la chambre des députés et à la chambre des pairs.

« Nous, soussignés, tous blessés aux glorieuses journées des 27, 28 et 29 juillet, et maintenant en état de convalescence à St-Cloud, n'avons pas tous donné notre assentiment à la pétition présentée à la chambre des députés, sur l'abolition proposée de la peine de mort, parce que nous sentions que ce n'est pas à nous de discuter une question législative de cette importance. Quelques-uns d'entre nous ont même cru voir dans la mesure mentionnée le projet indirect de sauver les ex-ministres qui viennent d'être traduits en jugement devant la chambre des pairs. Nous ne doutons point que cette haute cour ne les condamne aux peines les plus graves; nous savons qu'aucun crime ne peut être au-dessus de celui qu'ils ont commis en ordonnant d'asservir et de mitrailler un peuple paisible, et qu'ainsi la punition la plus exemplaire est de droit.

» Toutefois, s'il était jugé plus glorieux et plus honorable à la patrie, que la vie leur soit laissée, nous abandonnons unanimement au roi, à la chambre des pairs et à la chambre des députés, les intérêts et les droits que nos blessures nous ont justement acquis contre ces grands coupables. Nous sommes leurs victimes; notre sang a coulé sous le canon et les baïonnettes de ces criminels ministres; nos corps en portent les honorables cicatrices; nous avons concouru à sauver la patrie! et cependant, si la vraie gloire le réclame, nous réunissons nos voix pour demander que l'on épargne leur vie: nous exprimons hautement le vœu que jamais une goutte de sang ne soit versée, s'il s'agit uniquement de venger le nôtre.

» La victoire du peuple Français est si belle, les résultats en sont si grands et si heureux pour notre France, que nous voudrions qu'un tel triomphe fût à jamais illustré par un acte inouï de clémence envers nos meurtriers: à moins cependant que le gouvernement ne juge, dans sa prévoyance, que la mort des coupables est nécessaire à la sûreté de l'État.

» Pairs de France, députés de la nation, punissez ces grands criminels selon la sagesse de vos vœux, et si vous leur laissez la vie, qu'ils aillent porter leurs remords dans une prison perpétuelle; qu'ils finissent leur coupable existence sous l'anathème des gens de bien, et qu'on dise dans tous les siècles et chez tous les peuples: Ils méritaient la mort, ils allaient être condamnés, mais les blessés des Trois-Journées ont supplié eux-mêmes la haute cour, de ne voir dans cette grande question que le bien et l'honneur de la patrie.

» Fait à St-Cloud, le 7 octobre 1830, en vue du château d'où sont partis les ordres sanguinaires dont nous sommes les victimes.

Le lendemain 8 octobre, (mon ami étant reparti pour l'Allemagne) j'appris qu'on s'occupait à la chambre des députés de l'abolition de la peine capitale: ayant occasion d'écrire au directeur de St-Cloud au sujet de quelques loyers que je m'étais chargé de

faire payer, je lui observai que si les blessés persistaient dans la belle action dont nous nous étions entretenus la veille, ils devaient se hâter d'envoyer leur adresse à la chambre des députés.

Le directeur les assemble et leur lut l'adresse: ils l'approuvèrent avec acclamation; cependant pour laisser à chacun le tems de la réflexion, le directeur leur dit:

« Comme aucun de vous ne doit signer qu'entièrement et honorablement, je vais déposer la pétition dans mon bureau, où chacun viendra la lire de nouveau: vous avez tous votre libre arbitre, aucun conseil ne doit vous influencer, la conviction seule doit vous déterminer. »

Après quelques heures l'adresse fut couverte de signatures: on résolut alors qu'avant de l'envoyer il convenait de la porter dans la chambre des blessés trop souffrants ou trop estropiés pour se transporter au bureau du directeur; mais, par une fatalité imprévue, en traversant un corridor, quelques victimes exaltées arrivant de Paris, et qui n'avaient pas connaissance de cette nouvelle adresse, s'en emparèrent et la lacérèrent sans la lire. Ainsi les vœux de la grande majorité des blessés de St-Cloud, exprimés à leur manière, ne purent parvenir à la chambre avant sa séparation.

Depuis lors on a cru voir, dans la demande adressée au roi de présenter une loi sur l'abolition de la peine de mort, un projet trop direct de sauver les ministres; la malveillance prompte à saisir toutes les circonstances, a sans doute travaillé à augmenter le mécontentement, et ainsi le développement d'un beau mouvement de magnanimité de la part des blessés a été comprimé.

Le projet de l'abolition de la peine de mort n'étant pas encore présenté, il est vraisemblable qu'il sera sans influence dans le procès des ministres. Dans cet état de choses, il reste un champ libre aux efforts généreux des nombreuses victimes des journées de juillet: à elles appartient donc encore la double gloire d'avoir sauvé l'État et d'avoir noblement sacrifié leur vindicte personnelle.

S'il m'eût été possible de prolonger mon séjour à Paris, un sentiment impérieux m'aurait entraîné dans tous les hôpitaux, chez tous les blessés, chez les parens de ceux qui succombèrent, je leur aurais présenté l'adresse dictée par les convalescens de St-Cloud, et mon admiration pour le peuple vainqueur est telle, il s'est montré si grand, si généreux, que je ne puis douter qu'il ne l'eût approuvée.

Sans doute on ne peut interroger la France entière sur un aussi grave sujet, mais on peut interroger la population victime des ordres des ministres; et certes si les parens de ceux qui périrent, si ceux qui furent blessés émettaient le vœu que le sang ne coulât pas, quel est donc le citoyen français qui voudrait s'élever contre cet acte d'héroïsme?

Combien n'est-il pas désirable que l'on fasse cet essai: que quelques personnes animées d'un enthousiasme vraiment patriotique aillent chez les pères, chez les mères en deuil, chez tous ceux qui furent frappés; qu'on leur présente deux pétitions, l'une semblable à celle qui précède, l'autre appelant la mort sur la tête des ministres. Oui! j'en ai l'entière conviction, l'une se couvrira de signatures, l'autre conservera ses feuillets blancs, car aucun peuple n'est moins porté à la vengeance et n'est plus susceptible de générosité que le peuple français.

Quel que soit le résultat de cet essai, il ne saurait porter aucune atteinte à l'indépendance, à la latitude des attributions de la chambre des pairs, que rien ne peut limiter dans cette cause solennelle; il ne servira qu'à constater un fait, la rare magnanimité du peuple de Paris ayant atteint le plus haut degré de civilisation, en demandant qu'on laisse la vie à ceux qui le laissèrent mitrailler pendant trois jours.

Agrérez, etc.

J. EYNARD.

Nous nous estimons bien heureux qu'une inexactitude de notre correspondant nous ait valu les deux lettres et la visite de M. Eynard. L'Europe n'a point à citer de nom plus honoré, de caractère plus digne de tous les tributs d'admiration et de respect. Parmi les amis de la liberté, notre Lafayette seul a droit aux mêmes hommages. C'est à M. Eynard que la Grèce doit sa conservation; ce n'est pas l'un des moindres événemens d'un siècle si fécond en prodiges, que celui d'un peuple sauvé de quatre siècles d'oppression, et constitué en État libre par l'influence presque unique d'un simple particulier, fort, il est vrai, de l'ascendant que lui donnaient une volonté persévérante et la plus haute considération personnelle. Ce que des armées n'auraient pas fait, M. Eynard l'a exécuté. Sa fortune, son tems, son repos, il a tout consacré au succès de la noble cause de la Grèce. Aussi, la postérité est déjà venue pour lui: M. Eynard jouit dès aujourd'hui de sa réputation. Il n'a été donné à aucun homme d'en avoir une plus belle.

19^{me} DIVISION MILITAIRE. — ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

ORDRE DU JOUR.

Lyon, le 21 octobre 1830.

Le lieutenant-général commandant la 19^{me} division militaire fait connaître aux divers régimens employés sous ses ordres, la lettre ci-après, que vient de lui adresser M. le ministre de la guerre.

Paris, le 13 octobre 1830.

« Général,

» Par suite des grands événemens de la fin de juillet dernier, un nombre considérable de demandes ou réclamations m'ont été et me sont encore adressées directement. Jusqu'à présent j'ai cru devoir, en raison des circonstances, tolérer cette suspension momentanée des règles de la hiérarchie; mais l'ordre rétabli partout et qui se consolide chaque jour, exige que l'on ne s'écarte plus de la marche tracée par les réglemens.

» Il importe que vous rappeliez à MM. les officiers des corps et à ceux qui sont en non activité, qu'aucune demande ou réclamation ne doit m'être adressée que par votre intermédiaire, et en se conformant d'ailleurs au règlement sur le service intérieur du 13 mai 1818 (articles 385 à 389 infanterie, 459 à 445 cavalerie).

» Je vous invite, en conséquence, à renouveler les injonctions déjà faites à cet égard en plusieurs occasions, notamment par les circulaires des 22 décembre 1820, 27 février 1822, 14 avril 1826 et 12 mai 1828, insérées au *Journal Militaire* (pages 374, 119, 146 et 184).

» Vous ferez connaître aux corps et aux militaires de tous grades, que désormais il ne sera donné aucune suite aux réclamations qui me seraient adressées directement. Ce n'est qu'après avoir épuisé toutes les voies de la hiérarchie et dans le cas de déni de justice, qu'il est permis de s'écarter de cette règle. Alors la réclamation directe au ministre doit être appuyée de la réponse de l'autorité supérieure, qui aurait été appelée à statuer sur la première demande.

» J'ajouterai que, dès à présent, les lois et réglemens doivent partout reprendre leur empire, et que l'observation d'une rigoureuse discipline parmi les troupes sous vos ordres, doit être l'objet constant de vos soins. J'appelle sur ce point essentiel toute votre attention et même votre sévérité. Si quelques infractions aux lois ou à la discipline venaient à être commi-

ses, vous auriez à les réprimer sur-le-champ, en déférant aux tribunaux ou aux conseils de guerre, ou en punissant vous-même, selon le cas, les militaires qui s'en seraient rendus coupables.

« Je vous prie de m'accuser réception de cette lettre, de la mettre à l'ordre de votre division, et de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution des dispositions qu'elle renferme.

« J'ai l'honneur, etc.

« Le ministre secrétaire-d'Etat de la guerre,
« Signé : Maréchal comte GÉRARD. »

MM. les maréchaux-de-camp commandant les subdivisions, sont invités à surveiller l'exécution du présent ordre, qui devra être lu aux troupes, à un appel par jour, durant trois jours consécutifs.

Pour le lieutenant-général, aux élections,
Le maréchal-de-camp,
Signé : Comte d'ASTORG.

Pour copie conforme :
Le colonel chef d'état-major de la 19^{me}
division militaire,
BOURLON-MONCEY.

LETTE DU DUC D'ORLÉANS,
(S. M. LOUIS-PHILIPPE)

A M. le comte de SELLON.

Palais-Royal, 29 janvier 1828.

« J'ai reçu, Monsieur, la lettre par laquelle vous avez bien voulu m'annoncer l'envoi du compte-rendu du concours que vous avez ouvert en faveur de l'abolition de la peine de mort. Je vous remercie de m'avoir adressé cette publication que je lirai avec tout l'intérêt que son important objet m'inspire. Soyez-en persuadé, Monsieur, ainsi que de mes sentiments très-sincères pour vous.

Votre affectionné,

LOUIS-PHILIPPE D'ORLÉANS.

(Apostille de la main du duc.)

« Je vous en remercie d'autant plus, mon cher comte, que je fais des vœux bien ardents et bien sincères pour l'abolition de la peine de mort. »

Nous rendrons compte du concours que M. de Sellon a ouvert en faveur de l'abolition de la peine de mort.

A M. le Rédacteur du PRÉCURSEUR.

De ma campagne de la Fenêtre, près de Genève,
ce 19 octobre 1830.

Monsieur,

Votre estimable journal s'étant occupé de la garde nationale, je prendrai la liberté de vous soumettre quelques réflexions à ce sujet, qui intéresse l'univers entier, puisqu'il peut lui procurer la paix.

Election des officiers.

Dans une monarchie, je crois que le roi doit prendre part à la nomination de tous les employés civils et militaires, mais que sa bonne foi pouvant être égarée par de mauvais conseils, il y a une grande convenance à ce que les localités lui présentent les sujets (comme la chambre des députés présentait des présidents au choix du roi), en nombre triple, et élus au scrutin secret par compagnies convoquées sans armes, à cet effet, à la mairie.

Sous-officiers.

Les sous-officiers devraient être élus par les soldats en nombre quintuple, et choisis par les chefs de corps.

L'armée active.

Composée de tous les hommes de 18 à 25 ans.

La réserve.

Composée des hommes de 25 à 40 ans, tenus à des exercices militaires jusqu'à 35.

Vétérans.

De 40 à 50 ans, tenus à subir des revues d'armes.

Levée en masse.

Toute la population : on lui assignerait d'avance les postes qu'elle occuperait, en cas d'invasion étrangère, dans chaque département.

Exercices de l'armée active.

Chaque année, à tour de rôle, les hommes de cette armée camperaient pendant deux mois ou feraient le service dans les places fortes. On introduirait une école gymnastique dans tous ces rassemblements, et l'on occuperait assez ces jeunes soldats, moralement et physiquement, pour les détourner des vices qui naissent presque toujours de l'oisiveté. On donnera la préférence aux camps sur les places fortes autant que cela sera possible, parce qu'ils se prêtent mieux à l'instruction militaire, et sont une image plus fidèle de ce qui se passe en temps de guerre : d'autres considérations morales militent en faveur des camps. Cette classe de 18 à 25 pourrait remplacer avec avantage les armées permanentes dans toute l'Europe, et réduire de 10 mois la solde de 5 millions d'hommes rendus à l'agriculture et à l'industrie pendant ces dix mois.

Devoirs de la réserve.

Aurait des places d'armes où elle se réunirait en armes au premier coup de tambour ou au son du tocsin qui serait toujours surveillé par un corps-de-garde. Pendant l'été cette réserve serait astreinte à six exercices réguliers.

Les vétérans.

Ne seraient tenus à se rendre à leurs places d'armes que sur une sommation particulière du maire de leur commune, faite à domicile.

Artillerie.

Le gouvernement serait chargé de soutenir des écoles d'artillerie dans plusieurs départements pour les jeunes gens qui voudraient se vouer à cette arme, et l'on choisirait de préférence les ouvriers en fer, en bois, tels que charrons, maréchaux, et les hommes de la campagne pour en faire des canonniers.

Le génie.

Le gouvernement serait également chargé de soutenir des écoles de génie pour les jeunes gens dont l'examen prouverait qu'ils sont capables d'y entrer.

Cavalerie.

Tous les jeunes gens seraient admis à se faire inscrire dans la cavalerie, à condition qu'ils prouvent qu'ils peuvent entretenir un cheval ; s'ils en perdaient pour cause de service public, ils seraient remplacés aux frais du gouvernement. Il y aurait des écoles de cavalerie soutenues aux frais du gouvernement.

Dispositions générales (1).

La garde nationale remplace purement et simplement l'armée permanente ; mais la nation récompensera généreusement tous les services passés, sans contracter de nouvelles obligations. Cependant la patrie reconnaissante pourra récompenser les soldats-citoyens qui lui auraient fait des sacrifices ; la représentation nationale y pourvoirait par des lois qui excluraient toute idée de faveur.

Avancement.

On pourrait pourvoir à l'avancement par voie de présentation au roi en nombre triple, au scrutin secret.

Discipline.

Elle pourrait être moins sévère que dans les armées permanentes, parce qu'un citoyen doit être pénétré du devoir d'obéir à l'ordre, et que le perfectionnement graduel des mœurs agit sur la raison et rend les punitions moins superflues. Un citoyen français, qui serait assez malheureux pour désertir devant l'ennemi, serait assez puni par la honte ; Or, Montesquieu veut qu'on laisse faire à la honte tout ce qu'elle peut produire. Il s'étonne (liv. 6 de l'Esprit des Lois) qu'on applique la peine de mort à des hommes qui, par état, doivent mépriser la mort ; il démontre qu'il y a là dedans au moins une grande erreur. En soutenant que les armées permanentes ne peuvent exister sans de pareils moyens, on prouve que la garde nationale ou la milice est une nécessité de l'époque actuelle, et l'on fournit une arme puissante aux hommes qui combattent ce que les fatalistes ou les stationnaires appellent le mal nécessaire.

Utilité de la garde nationale.

La France a dû son indépendance au zèle des gardes nationales dans les différentes invasions qu'elle a subies ; car l'Europe a respecté un peuple qui savait prendre les armes aussitôt qu'on voulait lui imposer un joug humiliant.

L'Espagne a défendu sa nationalité par des guérillas qui sont des citoyens armés temporairement pour repousser l'étranger, quel qu'il soit.

La Suisse a fait de nobles efforts pour résister aux armées triomphantes du Directoire exécutif qui, contre le vœu de la France, ensanglanta le berceau de la liberté. La Suisse n'avait que des milices exercées chaque année.

L'Amérique a conquis son indépendance avec des milices, et la Nouvelle-Orléans fut défendue par des milices contre une belle armée anglaise, fière de ses succès (dans les dernières guerres).

Les populations allemandes ont reconquis l'indépendance de leur pays, et ont fait ce que n'avaient pu faire des armées permanentes, qui, jusqu'alors, avaient cédé à la supériorité des armes françaises.

Le grand comte de Charlemont a long-temps maintenu la paix en Irlande, en confondant dans les rangs les catholiques et les protestants, et les traitant tous avec la même cordialité comme leur généralissime. La milice astreignant tous les citoyens aux mêmes devoirs, est le plus ferme soutien de l'égalité devant la loi. M. de Lafayette opérera en France ce que le comte de Charlemont avait obtenu en Irlande.

La co-existence de l'armée permanente et de la garde nationale sur le même sol, ne me paraît guère possible à cause de l'esprit de corps qui se glisse presque toujours dans toutes les institutions. D'ailleurs l'histoire nous apprend que les armées permanentes ont toujours été l'occasion des guerres d'ambition. Le Grand-Frédéric, dans ses Mémoires, convient que c'est la vue de sa belle armée qui réveilla en lui le désir d'envahir la Silésie. L'armée permanente est à l'Etat ce que l'usage de porter constamment une épée est aux particuliers ; la première l'engage dans des guerres continuelles, le second dans les duels, qui ont été effectivement bien plus fréquents pendant que cette mode régnait généralement.

Montesquieu, en analysant le gouvernement anglais, démontre que la liberté est presque incompatible avec l'existence des armées permanentes, et le démontre avec la puissance de raison de l'homme qui, dit-on, a retrouvé les titres du genre humain.

Deux réclamations s'élevèrent de partout au retour des

(1) M. de Guibert et M. le général Rogniat ont écrit des ouvrages précieux, à consulter pour une nouvelle organisation.

Bourbons : A bas les droits réunis ! à bas la conscription ! Eh bien ! l'introduction de la garde nationale à la place de l'armée permanente, permettrait d'accorder à la nation cette satisfaction, car toutes les fonctions salariées de la garde nationale, comme indemnité, pourraient être remplies par des militaires auxquels l'Etat paye des retraites ou des demi-soldes. Il ne serait pas difficile de dresser un tableau synoptique et comparatif du budget de la guerre, assez satisfaisant pour faire bénir les trois pouvoirs politiques qui, d'un commun accord, adopteraient un système militaire suffisant pour la défense de la France, et qui ne l'entraînerait jamais à ces guerres désastreuses d'Egypte, de St-Domingue et de Moscou.

Voltaire a dit que la guerre était le crime commis en front de bandière. Il a dit aussi que la raison finirait par avoir raison. Peut-être prévoyait-il que le bon sens obtiendrait un droit de bourgeoisie dans le monde civilisé, et qu'on renoncerait à un mal positif, tel que la dépense ruineuse d'une armée, pour parvenir à un mal éventuel tel qu'une guerre. Si Frédéric II s'est laissé tenter par la vue de ses belles troupes, pour opérer une invasion, il est permis de croire que d'autres princes ont trop compté sur leurs armées quand ils ont médité la ruine des institutions qui, sorties des forêts de la Germanie, assuraient aux peuples le beau droit d'être jugés par leurs pairs, et de n'être jugés que par la loi. Telle est l'opinion que je me suis faite en lisant Montesquieu et Robertson, les Mémoires de St-Simon, et l'Histoire des Assemblées nationales de M. Henrien de Pensey. C'est-là qu'on apprend cette grande vérité proclamée par M^{me} de Staël, qu'il n'y a de nouveau en Europe que le despotisme. C'est en lisant les Mémoires de Philippe de Comines qu'on voit l'impression pénible que requèrent les bons citoyens de son temps de l'introduction des armées permanentes : c'est en méditant sur la civilisation du XIX^e siècle, qu'on peut conclure que la garde nationale en sera la pierre angulaire.

En traitant la question de la peine de mort, j'ai combattu tout ce qui pouvait porter atteinte à l'inviolabilité de la vie de l'homme, et j'ai vu avec plaisir, dans le rapport de M. Bérenger, sur la proposition de M. de Tracy, qu'il pensait comme moi sur l'association d'idée de l'échafaud et de la guerre offensive. La garde nationale est le remède de la dernière, comme le système pénitentiaire est le remède qu'on appliquera aussitôt que l'échafaud sera renversé.

Agréer, etc.

J. J. de SELLON,
Membre du conseil souverain de Genève.

A M. le Rédacteur du PRÉCURSEUR.

Monsieur,

Loin du bruit des villes, occupé à des soins agricoles, à l'abri de toute influence, les affaires publiques m'intéressent vivement ; j'applaudis à notre heureuse révolution, et bien que ses conséquences soient lentes, j'espère, en attendant mieux. Pour donner de la justesse à mes idées, je lis tous les journaux ; le vôtre, Monsieur, me parvient aussi. Dans un de ses derniers numéros, il désigne M. Raffard comme candidat aux prochaines élections de l'Ardeche. Il habite Paris depuis nombre d'années, je ne le connais pas, aussi ne constaterai-je point ses titres à la confiance de ses compatriotes.

Vous me permettez, Monsieur, de compléter la liste des candidats, en y ajoutant plusieurs noms honorables, tels que M. Mignot, ancien officier, brave et loyal militaire ; M. H. Gaillard, M. Monier de la Sizéranne de Tain, etc.

Votre bienveillance à accueillir tout ce qui peut éclairer l'opinion publique m'autorise à vous présenter le vrai état des choses :

M. Cassaignoles, président à la cour royale de Nîmes, est porté aux élections du 21. On espère beaucoup qu'il sera nommé, mais s'il en était autrement par suite de préventions de localité pour M. de Bernis, les électeurs réunis à Privas, le 28, répareraient cet échec. Devant ce choix recommandable s'effacent toutes les prétentions, toutes les candidatures.

Admettons pour un instant que M. Cassaignoles fût élu le 21, à Privas, quel sera donc le candidat du 28.

Je serais sans doute embarrassé de vous le désigner, si je ne connaissais les pensées de la grande partie des électeurs ; mais ma tâche est facile, et j'ai déjà nommé M. James Canson, patriote éclairé, ferme et sage, tout entier dans l'intérêt public, ne s'arrêtant qu'à la loi, impassible comme elle, au-dessus de tout esprit de localité, en un mot, c'est, j'ose le dire, le vrai type du député. Le premier, il signala les fraudes électorales : le premier, il donna une impulsion de patriotisme à tout le département, et l'on vit alors plus de 80 faux électeurs rayés ; M. de Montureux remplacé, les votes devinrent libres, et portèrent à la députation l'honorable M. Boissy-d'Anglas.

Aussi modeste que bon citoyen, M. James Canson croit ses concitoyens plus dignes que lui ; il se engage à se présenter comme candidats, il leur donnera sa voix ; appuyé d'un tel patronage, ils pourraient réussir, ce seraient de bons choix ; mais comment appellerait-on l'élection de M. Canson ; je m'explique... elle plairait à tous. Echo des sentiments de liberté, j'ose espérer, Monsieur, que vous voudrez bien donner place à ces lignes dans votre estimable journal.

Agréer, etc.

Le Solitaire de l'Ardeche.

Nous avons inséré la lettre du Solitaire de l'Ardeche, mais pour faire acte de justice, nous devons déclarer que d'autres noms honorables sont portés par un grand nombre d'électeurs. La réélec-

tion de M. Madier de Montjau et l'élection de M. Raffard, au collège départemental de Privas, ont beaucoup de chances de succès.

Il a été convenu que les gardes nationaux de Lyon qui doivent assister au banquet, dimanche, se réuniront en grand tenue, sur la place d'armes de leur légion, à 9 heures précises du matin.

Dela, on se rendra sur la place de Bellecour où devront se trouver les députations des faubourgs, à 9 heures 1/2, afin d'arriver en corps à la rotonde de Perrache.

Des enfans réunis sur la place des Célestins s'étaient organisés hier en petite garde nationale. L'un d'eux, qui représentait le corps des artilleurs, tira de sa poche un petit canon et le chargea avec des pierres. Au moment où il mit le feu, le canon était dirigé contre une personne qui passait et qui fut atteinte à la cuisse. La blessure est, dit-on, grave et dangereuse. Cet événement malheureux fera sentir aux agens de la police, la nécessité d'exercer leur surveillance sur les places d'armes où s'exercent les enfans qui jouent à la garde nationale

PARIS, 19 OCTOBRE 1830.

(CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU PRÉCURSEUR.)

Ce matin, quelques rassemblemens s'étaient formés dans la cour du Palais-Royal, et, ainsi que dans la soirée d'hier, ils faisaient encore retentir les cris de : *A bas les ministres ! mort à Polignac ! mort aux ministres ! les uns vociférant vengeance*, d'autres ne demandant que justice. Le roi, qui était dans ses appartemens, est descendu en habit de ville, son chapeau à la main; il paraissait ému. Dès qu'on l'a aperçu la foule l'a environné, en applaudissant et en criant : *Vive le roi ! vengeance ! à bas les ministres ! mort aux ministres !* Le roi s'est aussitôt écrié : *Vengeance, jamais ! justice, toujours !* s'il le faut, je me mettrai à la tête de la garde nationale pour faire respecter la loi; j'aime la liberté autant que vous, mais je déteste la licence : conduisez-vous comme il convient à de bons citoyens; retournez à vos travaux, et comptez sur moi. Les acclamations les plus sincères et les plus vives ont retenti après ces paroles. S. M. est remontée dans ses appartemens, et les citoyens, s'exhortant les uns les autres, ont vidé la cour du Palais-Royal.

Dans la matinée, environ 4,000 individus se sont dirigés sur Vincennes, mais ils ont trouvé le château sur la défensive, et ils sont revenus à Paris. Toute la garde nationale est sur pied pour marcher au premier signal.

Le conseil des ministres s'est assemblé, quelques membres ont offert leur démission, mais elles n'ont point été acceptées, sur le motif qu'il ne fallait pas qu'un pareil changement parût l'effet de la violence et déterminé par les clameurs d'hommes égarés par des malveillans.

La Bourse d'aujourd'hui participait à l'agitation qui se manifestait au-dehors. On s'attendait à un grand mouvement de baisse : toutefois, la hausse s'est manifestée d'une manière surprenante; on savait que le roi avait promis de maintenir l'ordre. On compte sur la garde nationale : c'est à la fermeté déployée par le gouvernement, qu'il faut attribuer cette amélioration inattendue dans le cours. L'ouverture du 3 p. 0/0 a eu lieu à 65, 60 et il a monté jusqu'à 64.

Le comptant a été un peu plus animé que ces jours derniers; le 5 p. 0/0 s'est bien soutenu. Les rentes d'Espagne ont remonté de la différence d'hier. La rente de Naples a remonté aussi. La banque et la caisse ont seules baissé. On continue à ne pas faire d'Haiti. On assure qu'une pétition doit être présentée aux chambres à l'égard de cette valeur.

De nouveaux troubles ont éclaté à Dresde dans la nuit du 4 au 5. Une masse de peuple, excitée par des ennemis du nouvel ordre de choses, parcourait les rues en poussant des cris menaçans. Cependant la garde bourgeoise a prévenu tous les excès, et bientôt les esprits se sont calmés. Le gouverneur a fait une proclamation pour rendre grâce à la garde bourgeoise, et inviter les citoyens à éviter toute réunion tumultueuse.

On assure qu'un corps d'armée autrichien est

en marche pour se rendre dans le grand-duché de Luxembourg.

On nous écrit de Louvain, en date du 15 : Nos volontaires accompagnés d'une partie de la légion belge de Paris, sont partis hier et ce matin d'ici, avec quatre pièces de canon, pour les Campines, afin d'en chasser l'ennemi, et y faire arborer le drapeau brabançon.

Depuis quelques jours des tentatives de désordre ont eu lieu dans quelques quartiers de Paris. Des placards ont été affichés; des cris se sont fait entendre; des rassemblemens tumultueux se sont formés, réclamant la mort d'hommes placés sous la main de la justice, et menaçant les juges qui n'obéiraient pas à ces injonctions. De tels actes, de telles paroles sont réprouvés par toutes les lois et par tous les sentimens dont s'honorent les gens de bien. Un très-petit nombre d'individus y ont pris part. Toute la saine population de Paris s'en afflige et en souffre; tous les intérêts en sont froissés et compromis. S'ils continuaient, l'indépendance des magistrats et la sécurité des citoyens en recevraient une grave atteinte. Dans la circonstance même qui y donne lieu, aucun prétexte ne les autorise. Le gouvernement, qui pense que l'abolition universelle et immédiate de la peine de mort n'est pas possible, pense aussi, après un examen attentif, que pour la restreindre dans notre code aux seuls cas où sa nécessité la rend légitime, il faut du tems et un long travail. Mais il sait en même tems que son premier devoir est le ferme maintien de l'indépendance des juges et de la sûreté de tous. Il sait que l'honneur comme le repos de la société sont à ce prix. Il les garantira de toute violence. Des ordres sont donnés pour dissiper tous rassemblemens tumultueux, interdire tous placards, tous cris injurieux ou menaçans. Leurs auteurs seront poursuivis et punis selon les lois. Soutenus par la raison et les sentimens des citoyens, les principes protecteurs de la justice triompheront des écarts momentanés de quelques passions fomentées et exploitées par nos ennemis communs.

Le roi Louis-Philippe a fait remise de la peine de trois mois d'emprisonnement et de l'amende prononcée contre MM. Hubert et Thierry, par jugement de police correctionnelle du 3 de ce mois, dans l'affaire de la Société des Amis du Peuple qui se rassemblait au manège Pellier.

A propos de la Société des Amis du Peuple, on parle assez ouvertement d'une décision fort extraordinaire que cette Société aurait prise dans sa séance de vendredi dernier.

Il a été nommé une commission près du ministre des finances pour la répartition des 30 millions qui sont mis à sa disposition pour secourir le commerce et l'industrie. Cette commission est composée de MM. Mollien, président, Mailard, conseiller-d'état; Ganneron, Sanson-Davillier, Cottier.

Il faut engager cette commission à faire bien, et surtout à faire vite. La création d'un comptoir d'escompte paraît, à beaucoup de personnes, qui ont étudié cette matière, un excellent moyen de soulager le commerce du second ordre et l'industrie qui ne retire, pour ainsi dire, aucun avantage de l'existence de la banque de France.

On croit aussi que la commission ferait une chose fort utile, si elle prenait des mesures pour faire admettre à l'escompte, dans une certaine mesure, et à des conditions déterminées, les factures réglées des marchands, en assimilant ces factures aux billets ordinaires du commerce.

Au surplus, nous nous réservons de revenir sur cet important objet.

Des troubles graves ont éclaté dans la Pologne-Prussienne. Le public fait chanter sur les théâtres l'hymne national de Dombrowski, et, malgré les efforts de l'armée, des placards injurieux au roi de Prusse sont affichés partout.

Il est décidé que Charles X quittera le Château de Lulworth sous peu de jours, pour aller occuper Holyrod-House, son ancienne résidence à Edimbourg. Les attentions délicates de M. Weld, et son hospitalité empressée, laisseront aux princes des souvenirs bien doux.

Les préparatifs de départ se font déjà au château. Le bateau à vapeur, attendu à Poole, doit venir prendre les bagages, et emmener les personnes qui préféreront la traversée par mer, à un si long voyage par le chemin de terre.

Charles X et sa famille ont obtenu de l'empereur d'Autriche la permission de résider à Klagenfurt.

On écrit d'Alger, sous la date du 4 octobre 1830 :

Le bey de Titterie, qui nous menace depuis long-tems de nous jeter dans la mer, avait annoncé aux consuls étrangers une attaque qu'il devait faire hier. Mais le général Boyer a poussé une reconnaissance de la plaine de Metidjiah, où il n'a rencontré que deux cents hommes environ, qu'un coup de canon a dispersés.

On écrit de Naples, 2 octobre :

On croit que le prince de Castelcicala sera bientôt rappelé de Paris, et qu'il représentera notre cour auprès de l'empereur d'Autriche.

Les libraires de Paris viennent de nommer une commission chargée de préparer un travail qui aura pour but d'exposer au gouvernement les souffrances de la librairie et les moyens de venir à son secours. Ce travail est déjà terminé, et doit être présenté aujourd'hui au ministre des finances. Les libraires demandent pour eux, dans la répartition des 30 millions promis à l'industrie, une part proportionnée à l'importance et à la qualité de leurs produits annuels, comparés à l'ensemble des produits du commerce français.

— On lit dans le Journal de Genève :

Des rassemblemens se sont formés dernièrement à Anancy : des cris de *vive la liberté* ont été proférés; des troupes survenues ont dissipé le rassemblement, et ont saisi sept ou huit jeunes gens qui ont été conduits enchaînés à Chambéry. La garnison d'Anancy est actuellement de 600 hommes, et on y attend encore deux escadrons de cavalerie.

— Un journal public aujourd'hui la notice suivante sur le nommé Berrié, auteur de la lettre sur les incendies :

Le nommé Berrié, qui se faisait aussi appeler Despérarons, a déjà été deux fois repris de justice. Après une détention de plusieurs années à Poissy, où il était enfermé pour vol, il fut arrêté en 1826, prévenu d'avoir dévalisé la chambre d'un pauvre ouvrier qui lui avait donné l'hospitalité. Sa culpabilité ayant été reconnue, il fut condamné, dans la même année, par la cour d'assises de la Seine, à cinq ans de réclusion et à l'exposition; mais ses relations avec plusieurs prêtres, notamment avec l'abbé Desmazures, lui firent, malgré l'état de récidive où il se trouvait, obtenir la remise des peines infamantes. Conduit à Bicêtre, il y fut accompagné de puissantes recommandations; on le nomma surveillant des jeunes condamnés, avec la faculté d'exercer sur eux un pouvoir presque sans bornes. C'est à cette époque qu'il établit des rapports avec Montourgue, rapports qui devinrent si fréquens, qu'on assure que Berrié, bien qu'il fût prisonnier, et que les RR. PP. et profès vinsent le visiter plusieurs fois par semaine, traversait souvent seul l'espace qui sépare la prison du couvent pour assister à des conférences. Il institua parmi les jeunes condamnés l'association connue sous le nom de *Sacré cœur de Jésus*, et distribuait à ceux chez qui il trouvait plus de facilité pour se prêter à ses goûts et à ses desseins, des chapelets et des diplômes : enfin, c'est lui qui fit barbouiller les murs des dortoirs des enfans de ces sentences bigotes qu'on y voit encore.

En 1827, il obtint une nouvelle commutation : c'est ainsi qu'on dispensait les faveurs royales sous le ministère Peyronnet.

Ce Berrié avait acquis une telle influence à Bicêtre, qu'il parvint à ce soustraire à toute espèce de surveillance : les réglemens de la prison n'étaient pas faits pour lui. Fort de la puissance de ses protecteurs, et sûr de l'impunité, il se livra sans frein au plus sale des vices avec les malheureux enfans qu'il régénait. Toute la prison, employés et détenus, le savaient; mais il n'y avait pas moyen de l'attaquer, parce qu'on connaissait ses liaisons intimes avec Montourgue. Cependant, en mars ou avril 1828, lorsque M. de Belleyme fut nommé préfet de police, un prisonnier, détenu maintenant à Ste-Pélagie, fit une tentative auprès de ce magistrat pour l'éclairer sur la conduite infâme de Berrié.

Cette tentative eut un plein succès : une enquête prouva les turpitudes de ce dernier; mais comme on ne voulait pas donner suite à cette révoltante affaire, on se borna à le transférer à la prison de Clairvaux. Ses puissantes recommandations l'y suivirent; il y obtint une des meilleures places, et au mois de novembre 1829, époque de la St-Charles, il fut complètement libéré. Voilà donc un voleur relaps communi deux fois et gracié une. On verra, en suivant ses traces, l'usage qu'il a fait de sa liberté depuis novembre 1829, époque où on l'a vu rôder plusieurs fois auprès de Montourgue et de Bicêtre.

— On a répandu hier à Paris la nouvelle que les réfugiés espagnols avaient devancé l'époque fixée pour leur entreprise, et que le 15 ils avaient franchi les Pyrénées, afin de prévenir l'exécution de l'ordre expédié par le gouvernement d'arrêter leurs dispositions et de les refouler dans l'intérieur.

Cette nouvelle, que quelques journaux répètent aujourd'hui, ne nous a pas paru venir d'une source authentique, et nous nous sommes abstenus de la publier. Nous recevons aujourd'hui des lettres de Bayonne à la date du 13; voici les seuls faits dont elles font mention.

Le sous-préfet de Bayonne ayant appris les dissentimens qui s'étaient élevés entre quelques chefs espagnols sur le choix du commandant-général de l'expédition, avait informé le ministre de cet incident, et en avait exagéré la gravité, dépeignant les projets de Valdès et de Vigo comme des extravagances propres seulement à compromettre les relations politiques et commerciales de la France et de l'Espagne; il ajoutait que ces deux patriotes étaient dépourvus de moyens pécuniaires; qu'il n'avaient pu réunir qu'un petit nombre de soldats mal vêtus et à peine armés; qu'avec d'aussi faibles ressources, l'entreprise échouerait infailliblement, et ne ferait qu'ouvrir un vaste champ aux plaintes du gouvernement espagnol.

Par suite de cet exposé, le sous-préfet de Bayonne, et le général-commandant de la subdivision, ont reçu, le 12, une dépêche télégraphique des ministres de l'intérieur et de la guerre, qui leur prescrit de se concerter pour dissiper tout rassemblement d'Espagnols armés ou non armés qui se trouvent sur la frontière ou près de la frontière, de leur ordonner de se retirer dans l'intérieur, et de saisir les dépôts d'armes qui auraient pu se former. Ces ordres ont été aussitôt transmis aux autorités des diverses localités où les réfugiés étaient établis, avec injonction de les exécuter dans les 18 heures. Nous ne tarderons pas, ajoute notre correspondant, à voir l'effet de cette mesure. Depuis long-tems, Valdès, Vigo et quelques autres chefs réfugiés, désirent ardemment franchir les Pyrénées, il est probable que, dans cette circonstance, ils s'empresseront d'entrer en Espagne avec ceux de leurs compatriotes qu'ils pourront réunir à leur suite.

A une époque de civilisation aussi avancée que celle où nous nous trouvons, le premier besoin de la société est la propagation des lumières, l'emploi et le perfectionnement des méthodes propres à les répandre avec rapidité. Les connaissances, aujourd'hui, sont si multipliées, si diverses, leur utilité est si généralement sentie, leur application si indispensable, que les hommes placés par la confiance publique à la tête des établissements de l'instruction, manqueraient à leur mission, s'ils ne se hâtaient d'introduire dans l'enseignement toutes les améliorations que réclame l'intérêt général. S'ils doivent laisser à d'autres le soin de tenter des essais, de courir la chance des expériences hasardeuses, leur devoir à eux, comme hommes publics, est d'adopter tout ce qui a reçu la sanction du temps et de l'expérience. Ils ne doivent ni se précipiter dans la carrière des innovations, ni repousser des perfectionnements réels.

Il était reconnu, depuis long-temps, que l'enseignement élémentaire avait besoin de réformes. On s'est appliqué à l'améliorer, en ajoutant jusqu'à la seconde ou troisième année tout genre d'étude qui ne serait pas de nature à encourager les premiers efforts des enfants.

La langue maternelle, trop négligée jusqu'à présent, est devenue l'objet des soins particuliers de tous les professeurs. Dans toutes les classes, les élèves s'exercent à des compositions françaises.

L'enseignement de l'histoire et de la philosophie a reçu de nouveaux développements et une nouvelle direction.

Des classes particulières de mathématiques sont faites soir et matin pour les jeunes gens qui se destinent à la marine ou à l'école polytechnique.

Mais toutes les connaissances ne sont pas d'une égale nécessité. Il en est qui sont d'une application universelle, et qui, à ce titre, doivent être la base de tout enseignement; il en est d'autres moins brillantes, mais d'une utilité moins absolue. Ce sont ces diverses considérations qui, depuis quelques années, ont déterminé sur différents points de la France, l'institution de nouvelles écoles, nommées écoles de commerce.

Le collège royal de Lyon a donné un des premiers exemples de cette heureuse amélioration dans le système des études classiques, en ouvrant, l'année dernière, un cours de sciences industrielles. Placé au sein d'une ville qui doit être regardée à bon droit, comme la capitale de l'industrie française, il ne pouvait rester en arrière d'un mouvement qui est le résultat des progrès des lumières, et qui doit avoir, pour le commerce de Lyon, de si heureuses conséquences.

Ces cours s'ouvrent incessamment. Tout a été préparé et combiné pour obtenir le succès le plus propre à justifier la confiance publique.

Les professeurs ne perdent pas de vue que la partie pratique de chaque branche des connaissances qui sont l'objet de leurs cours, doit être leur but principal, et que la théorie n'est que d'un intérêt secondaire.

Les professeurs de langues vivantes enseignent chacun leur langue maternelle, et exercent les élèves à la parler et à l'écrire avec pureté.

L'enseignement comprendra :

La première année, la géographie, l'histoire, la grammaire raisonnée, l'arithmétique, la géométrie pratique, l'allemand, l'italien.

La deuxième année, l'allemand, l'anglais, l'espagnol, l'histoire, la géographie, le dessin linéaire, la chimie, la physique appliquée, la tenue des livres, le droit commercial.

On reçoit des externes et des pensionnaires.

Erratum. — Dans notre article d'hier *Service de Remorque de Lyon à Marseille*, aux dépenses annuelles, première ligne : Personnel à 17 f. 50 c., lisez : 1750 f.; droits de navigation, 100,380 f., lisez : 160,380 f.; plus bas, s'adresser hôtel du Nord, lisez : hôtel du Nord, n° 29.

LIBRAIRIE.

P. BENOIT,

RETOUR DANS SA PATRIE D'UN FRANÇAIS PRISONNIER DE GUERRE EN RUSSIE.

Lyon, 1830, in-8° de 30 pages.

Quelle que soit l'abondance des matières politiques, elle ne nous privera point du plaisir de rendre compte de ces poésies pleines de verve et d'esprit.

BIBLIOTHÈQUES PARTICULIÈRES ET COMMUNALES.

UNION ENCYCLOPÉDIQUE

Pour la Propagation des Connaissances utiles.

L'Encyclopédie portative, publiée par les soins de l'Union encyclopédique, forme une bibliothèque universelle des sciences, des lettres, des beaux-arts, des arts industriels, manufactures et métiers, de l'histoire, de géographie et des voyages. Elle se compose de trois séries de 100 volumes grand in-32, ou de 100 livraisons grand in-8°.

Prix pour les premiers souscripteurs, qui deviennent associés de l'Union, et ont une part dans les bénéfices, 2 f.

Chaque traité se vend séparément, 3 f. 50 c.

Les traités publiés forment 51 volumes in-32, et 32 livraisons in-8°.

La collection est complétée, et toujours au courant des découvertes au moyen du *Mémorial encyclopédique* et progressif des connaissances humaines, recueil mensuel dont le prix est de 6 f. par an pour les associés, et 10 f. pour les autres abonnés.

Les demandes du *Prospectus détaillé* et des *Statuts de l'Union* (qui seront envoyés gratis aux souscripteurs qui les désireront) et les *scriptions* doivent être adressées (franco) à la direction des *l'Union encyclopédique*, rue du Jardinot, n° 8. (5936)

ANNONCE JUDICIAIRE.

(5994) L'an mil huit cent trente, et le seize octobre, à la requête des sieurs Ferlat Marguerat et Humbert, négociants, demeurant à Lyon, rue de la Fromagerie, n° 5, patentés à la mairie de ladite ville le 26 mars dernier, sous les n° 533, 334 et 335, je, Louis Ringuet, huissier reçu au tribunal de première instance séant à Lyon, exerçant près la justice de paix du 6^e arrondissement de la même ville, y demeurant, rue de la Baleine, n° 1, patentié le 19 avril dernier, n° 595, soussigné, certifié avoir dénoncé et signifié 1° à M. le procureur du roi près le tribunal civil de première instance séant à Lyon, en parlant, dans son cabinet, au palais de justice, place St-Jean, hôtel de Chevrières, à M. Durieu, qui a visé le présent original; 2° à la dame Françoise-Fanny Debrost, épouse du sieur St-Marcel, demeurant avec lui, en parlant à sa personne, casuellement trouvée chez la dame Dubuisson, sa tante, rentière, demeurant à Lyon, place Sathonay, à l'angle de la rue des Fargues,

L'acte dressé au greffe du tribunal civil de Lyon, le sept août mil huit cent trente, enregistré le dix, dûment expédié, constatant le dépôt audit greffe de la copie collationnée d'un contrat de vente passé aux requérans par ledit sieur Starron-Lavarene de St-Marcel, propriétaire-rentier, demeurant à Ecully, et alternativement à Lyon, quai de Bondy, n° 49, le trente juillet dernier, suivant acte reçu M. es Rousset et son collègue, notaires à Lyon, enregistré le deux août suivant, par Carrel, d'un espace de terrain de la contenance d'un hectare 35 ares 38 centiares (ou 10 bichères), situé en la commune de la Guillotière, faubourg de Lyon, faisant partie d'une propriété dite de Champ-Fleury, joignant, de matin, la partie supérieure du cours de Champ-Fleury; dans la direction du nord au midi, le terrain formant les lots 18^e, 19^e et 20^e de la propriété dite de Champ-Fleury, dont le plan est annexé à un acte reçu M. es Bonnevaux et son collègue, notaires à Lyon, le vingt-neuf mai mil huit cent vingt-sept; le sieur St-Marcel l'avait acquis des mariés Antoine Guitton et Elisabeth Brullé, suivant acte reçu M. es Cherblanc et son collègue, notaires à Lyon, le treize janvier mil huit cent vingt-huit.

Extrait de l'acte de vente du trente juillet dernier, dont s'agit, a depuis été affiché en l'auditoire dudit tribunal civil de Lyon, conformément à la loi; la présente signification est faite à la dame St-Marcel, sus-nommée, avec interpellation d'avoir à requérir, dans le délai de deux mois à compter de ce jour, inscription de toutes les hypothèques existantes à son profit sur l'immeuble vendu, indépendamment de l'inscription; et j'ai déclaré à M. le procureur du roi, que tous ceux du chef desquels il pourrait exister sur lesdits immeubles des hypothèques légales existantes indépendamment de toute inscription, n'étant pas connus des requérans, ils feront publier la présente signification dans la forme voulue par l'article 683 du code de procédure civile, conformément à l'avis du conseil-d'Etat du 9 mai 1807, approuvé le 1^{er} juin suivant, afin que ceux qui auraient des inscriptions à prendre pour raison d'hypothèques légales, aient à le faire dans les deux mois qui suivront ladite publication, passé lequel délai, les immeubles vendus aux requérans en demeureront définitivement affranchis; et afin que M. le procureur du roi et la dame St-Marcel n'en ignorent, je leur ai, à chacun séparément, donné et laissé copie entière de l'acte de dépôt sus-rappelé, et de mon présent exploit, en parlant comme sus est dit, dont acte, sous toutes réserves de droit; coût, 7 fr. 25 c., outre copies de pièces dues à l'avoué.

Signé RINGUET.

Vu et reçu copie par nous procureur du roi soussigné; Lyon, le 16 octobre 1830. Signé Fleury DURIEU, substitut.

Euregistré à Lyon, le 19 octobre 1830, reçu 2 fr. 20 c.

Signé GUILLOR.

ANNONCES DIVERSES.

(5939-5) A vendre, en gros ou en détail. — La quantité de 11 hectares (soit 88 bichères lyonnaises) de fonds d'excellente nature, situés en la commune de Curis-au-Mont-d'Or, sur les bords de la Saône, presque en face de Neuville, composés d'environ 37 bichères de vignes en plein rapport, de 15 bichères de terre-verchère et de 56 bichères de pré de première classe.

Ces immeubles sont presque d'un seul tènement, ils peuvent former deux superbes corps de domaine. Des bâtimens d'exploitation sont construits sur leur sol.

La position où ils se trouvent placés est des plus agréables; les communications avec Lyon sont faciles et nombreuses, elles ont lieu à différentes heures du jour par les paquebots à vapeur, diligences de terre et d'eau.

On donnera des facilités pour les paiements.

S'adresser de vive voix ou par lettres pour détails plus amples, à M^e Rosier, notaire à St-Germain-au-Mont-d'Or, canton de Neuville, chargé de la vente.

(5959-4) Jeudi vingt-cinq novembre mil huit cent trente, heure de midi, il sera procédé en l'étude et par le ministère de M^e Tavernier, notaire à Lyon, rue Bât-d'Argent, n° 22, à la vente aux enchères, d'une maison située à Lyon, rue de la Cage, portant le n° 8.

S'adresser audit M^e Tavernier, nanti des titres et chargé de traiter, s'il est fait des offres convenables.

(5961-2) A vendre pour cause de maladie. — Un fonds de fabricant de cartes, bien achalandé. Le propriétaire donnera toutes facilités pour le paiement. S'adresser à M. Thomasset Laurin, rue de la Barré, n° 2, au deuxième, à Lyon.

(5904-5) A vendre. — Un très-joli cheval à deux fins, âgé de 6 ans, poil bai, taille 4 pieds 10 pouces. S'adresser au portier, grande rue Ste-Catherine, n° 9, de neuf heures du matin à six du soir.

(5982-3) A vendre. Un cabriolet découvert et harnais, avec une jolie petite jument, âgée de huit ans, allant à la selle et au cabriolet. S'adresser au capitaine Gay, manège d'équitation, grande allée des Brotteaux.

(5928-4) A vendre. Ancien fonds de café, ayant une bonne clientèle en cette ville, situé avantageusement sur un des quais de la Saône.

S'adresser à M. Lacroix Désiré, liquoriste, rue St-Dominique.

(5859-5) COURS D'ANGLAIS.

M. Jackson, professeur du collège royal, traducteur interprète près la mairie, a l'honneur de prévenir ses amis et le public, qu'à dater du 9 novembre prochain, il ouvrira chez lui, rue Lafont, n° 2; au 4^e, un cours d'anglais qui durera six mois, cours, de 8 à 9 heures du soir, pour les commençans, et un autre un troisième cours, trois fois par semaine, pour ceux qui ont déjà quelques connaissances de cette langue.

Pour s'inscrire et pour connaître les conditions, s'adresser chez lui.

N. B. M. Jackson invite ses anciens élèves à assister à ses soirées qui auront lieu le 8 de novembre, une fois par semaine, de 8 à 10 heures.

(5989-2) On offre de céder une institution dite secondaire d'externes, réunissant habituellement 50 à 35 élèves à de bons prix; cette institution avantageusement connue est dans un bon quartier, et depuis plus de 20 ans dans le même local.

On accordera des facilités pour le paiement.

S'adresser à Mad. Durval, libraire, rue des Célestins, n° 5.

(5977-3) MM. Jacques Ravinet-Mésoniat et C^e, fabricans de boutons en tous genres, rue Condé, à Perrache, ont l'honneur de prévenir MM. les chapeliers qu'ils fabriquent des plaques et jugulaires au modèle de Paris, et sous peu de jours ils livreront celles pour Lyon au dernier modèle adopté, à des prix très-modérés.

(5941-3) MM. Carrier-Rouge et C^e, rue de l'Archevêché, n° 5, en face du Mont-de-Piété, ont l'honneur de prévenir MM. les gardes nationaux et fournisseurs d'équipemens militaires, qu'ils viennent de recevoir une grande quantité de buffes de première qualité, et qu'on trouvera chez eux baudriers, gibernes, sabres à lames évidées pour officiers et sous-officiers, et tout ce qui concerne l'équipement; le tout au plus juste prix.

(5895-58) SERVICE RÉGULIER DES PAQUEBOTS

ENTRE LA FRANCE ET LE MEXIQUE.

La nouvelle Compagnie chargée de l'entreprise des paquebots de Bordeaux au Mexique continuera son service par l'expédition qui s'effectuera le 1^{er} novembre fixe, du trois mâts l'Antigone, paquebot n° 8, capitaine ****, cloué, chevillé et doublé en cuivre. Ce bâtiment, reconnu d'une marche supérieure et ayant des emménagemens vastes et commodes, offre aux passagers tous les agrémens et la sécurité qu'ils peuvent désirer dans ces traversées.

Ce départ sera suivi par celui d'un autre paquebot qui aura lieu le 1^{er} décembre, et ainsi de suite, de manière que le premier de chaque mois un paquebot soit expédié de Bordeaux pour la Vera-Cruz, et vice versa, conformément aux engagements pris avec le gouvernement.

La Compagnie nouvelle fera tous ses efforts pour que les chargeurs et les passagers puissent être complètement satisfaits. Les noms des cinq autres paquebots et l'ordre du service seront indiqués plus tard d'une manière régulière.

Le départ des capitaines des paquebots étant irrévocablement fixé pour le premier jour de chaque mois, les chargeurs sont prévenus qu'on ne recevra les marchandises à bord que jusqu'au 26, afin que les expéditions ne puissent être retardées, et que le navire puisse dériver avant le 30.

S'adresser, pour les conditions, à MM. Balguerie et C^e, à Bordeaux, et à MM. H. C. Platzmann et fils, à Lyon.

(5987*) COMPAGNIE DES BATEAUX A VAPEUR DU RHONE.

MM. les actionnaires sont priés de vouloir bien assister à l'assemblée générale qui aura lieu le dimanche 31 courant, à dix heures du matin, au domicile de la Compagnie, quai de Retz, n° 42.

SPECTACLE DU 22 OCTOBRE. GRAND-THÉÂTRE PROVISOIRE.

LES JEUX DE L'AMOUR ET DU HASARD, coméd. — LA MUETTE, opéra.

BOURSE DU 19.

Cinq p. 0/0 cons. jous. du 22 mars 1830. 94f 50 70 75 80
Trois p. 0/0, jous. du 22 juin 1830. 63f 60 65 80 75.
Actions de la banque de France, jouissance de janvier 1830. 169of 168of.

Rentes de Naples.

Certific. Falconnet de 25 ducats, change variable, jous. de juillet 1830. 62f 61f 35 62f 15.
Empr. royal d'Espagne, 1823. jous. de janvier 1830. 46f
Rente perpét. d'Esp. 5 p. 0/0, jous. de jan. 1830. 37f 36f 1/2.
Rente d'Espagne, 5 p. 0/0 Cer. Franc. jous. demai.
Empr. d'Haiti, rembours. par 25^eme, jous. de juillet 1828.

J. MORIN, Rédacteur-Gérant.

Lyon, imprimerie de Brunet, grande rue Mercière, n° 44.